DÉFENSE NATIONALE

LE PROGRAMME DE RÉPARATION DES AVIONS AFFECTÉS À LA PATROUILLE MARITIME

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Approvisionnements et Services? Pourrait-il indiquer si des négociations concrètes auront lieu aujourd'hui ou cette semaine au sujet du programme de réparation et d'entretien des avions Tracker et Argus, et s'il y a des perspectives ou des possibilités d'emploi pour les quatre ou cinquante hommes en cause?

L'hon. James Richardson (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur l'Orateur, mon ministère tient actuellement des entretiens sérieux avec plusieurs compagnies au sujet de la réparation et de l'entretien des avions Tracker et Argus.

L'INDUSTRIE

LE PROJET DE FERMETURE DE LA FILIALE CANADIENNE DE LA SOCIÉTÉ SKIL, DE CHICAGO

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre suppléant de l'Industrie et du Commerce? Il s'agit d'une question complémentaire relative à la propriété étrangère. Le ministre sait-il qu'une autre compagnie étrangère, la Skil Corporation, de Chicago, se propose d'abandonner à la longue sa filiale établie sur la côte ouest, la Power Machinery, ce qui éliminerait 125 emplois? Le ministre voudrait-il entreprendre une enquête approfondie sur cette affaire, afin de voir ce que l'on pourrait faire?

L'hon. Otto E. Lang (ministre suppléant de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, les hauts fonctionnaires du ministère de l'Industrie et du Commerce se sont mis en rapport avec les représentants officiels de la compagnie et poursuivent leur enquête. Toutefois, la compagnie en cause a indiqué qu'elle n'a en fait pris aucune décision définitive quant à la fermeture de cette usine.

LA CONSTITUTION CANADIENNE

QUÉBEC—POUVOIRS D'AMENDER L'ARTICLE 128 DE L'ACTE DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE

[Français]

M. René Matte (Champlain): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Est-ce que le gouvernement du Québec a fait une demande au très honorable premier

[M. l'Orateur.]

ministre en vue d'amender la constitution, relativement à la prestation du serment d'allégeance à Sa Gracieuse Majesté la Reine Elisabeth?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur le président, je ne suis pas au courant du fait qu'aucune demande ait été faite, soit à mon bureau, soit au bureau du ministre de la Justice. Si telle demande avait été faite, j'en préviendrais le député, mais je ne sais pas que ce soit le cas.

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire au très honorable premier ministre.

Étant donné la déclaration du chef de l'opposition du Québec sur la nécessité du concours du gouvernement fédéral relativement à un tel changement, j'aimerais demander au premier ministre s'il partage l'avis du chef de l'opposition du Québec?

M. l'Orateur: La question de l'honorable député est essentiellement la même que celle que posait hier l'honorable député de Shefford, je crois. Il invitait le premier ministre à exprimer une opinion juridique; je ne crois pas que la question, en ce sens, soit recevable.

M. Pierre De Bané (Matane): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

J'aimerais demander au très honorable premier ministre si la question du serment d'allégeance est actuellement étudiée par le ministère de la Justice et si, dans la mesure où elle relève de la compétence du gouvernement fédéral, ce dernier accordera volontiers toute sa collaboration afin de régler un problème qui, à mon avis, ne constitue pas un empêchement à l'exercice de la fonction de député.

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable député exprime une opinion et, dans ce sens, sa question n'est pas recevable. Je désire toutefois préciser que la première partie de sa question est recevable...

M. De Bané: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: L'honorable député voudrait-il reprendre son siège?

Dans cette mesure, le premier ministre voudra peut-être y répondre.

Le très hon. M. Trudeau: Pour ce qui est de la première partie de la question, monsieur le président, je dois dire que je ne sais pas si une telle proposition de changement est étudiée par le ministre de la Justice. Je me renseignerai à ce sujet, mais je ne pense pas devoir informer la Chambre du contraire.